

La transition énergétique dans une perspective altermondialiste

mai 2013



Rédaction
Maxime Combes

Relecture
Geneviève Azam, Jacqueline Balvet, Jeanne Planche, Gilles Sabatier,
et les membres de la commission *écologie et société*

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

www.france.attac.org

Sommaire

Introduction	4
Principe No.1 Stopper la transition énergétique en cours, une nécessité impérieuse	5
Principe No.2 La sobriété énergétique pour satisfaire aux exigences climatiques	6
Principe No. 3 Eviter le piège techno-scientifique pour repolitiser la transition énergétique	7
Principe No.4 Définanciariser l'énergie pour en reprendre le contrôle	8
Principe No.5 Démarchandiser l'énergie pour construire l'égalité	9
Principe No.6 Construire la résilience des territoires et des populations	10
Principe No.7 L'énergie, au delà de l'Etat et du marché, un bien commun ?	11

Introduction

A l'usage désormais très répandu, le terme de *transition énergétique* n'est que trop rarement précisé. Comme si la *transition*, littéralement le passage d'un état à un autre, se suffisait à elle-même et pouvait définir une politique. L'observation du mix énergétique mondial, de son évolution récente et des tendances actuelles permet de se rendre compte qu'une profonde transition énergétique est en cours. Trouver coûte que coûte des substituts au pétrole conventionnel bon marché dont le maximum de production aurait été atteint en 2006 en est la pierre angulaire. Il en découle une frénésie extractive dans les hydrocarbures *non conventionnels*¹ et un déploiement massif des agrocarburants qui hypothèquent sévèrement toute possibilité de stabilisation du climat et de satisfaction des besoins alimentaires de l'ensemble de la population mondiale. Si l'on y ajoute la catastrophe nucléaire de Fukushima, un accès à l'énergie profondément inégalitaire, les défis climatiques et les catastrophes écologiques générées par l'usage sans limite des énergies fossiles, le débat sur l'avenir énergétique mondial ne manque pas d'entrées en matière.

Au point que François Hollande et son gouvernement ont décidé d'organiser un *débat national sur la transition énergétique*, tout en ayant limité assez sérieusement le périmètre du débat – l'abandon du nucléaire n'est pas à l'ordre du jour – et en ayant déjà tracé les grandes lignes des orientations à venir – le mix énergétique recherché pour 2025 est déjà connu. Réduit au seul territoire national, le débat sur la transition énergétique français n'en reste pas moins un moment important pour y introduire quelques-uns des principes qui devraient être au cœur d'une approche altermondialiste des défis énergétiques du XXI^e siècle. Ce document vise à y contribuer modestement en proposant sept principes comme autant de pistes d'action qui devraient guider des politiques, recherches et pratiques de *transition énergétique* vers des modèles écologiques, justes, solidaires et démocratiques.

La thèse générale consiste à affirmer que l'énergie doit devenir un bien commun, un commun dont on prend soin collectivement et démocratiquement, selon des mécanismes de régulation qui peuvent se trouver tout aussi bien hors marché qu'hors Etat. Pratiquer les communs pour les promouvoir, construire la résilience de nos territoires et des populations, expérimenter, innover, mêler inextricablement savoirs scientifiques, savoirs-faire, savoirs profanes et exigences citoyennes, autant de pistes pour une véritable transition écologique, sociale et démocratique. C'est parce que la teneur et les exigences de la transition écologique et sociale dont nous avons besoin nécessite l'implication, les savoirs, l'esprit critique et l'intelligence de toutes et tous qu'il est décisif d'encourager, déployer et décupler les trésors d'innovation sociale et citoyenne sur les territoires. Faire face aux dérèglements climatiques, à la raréfaction des ressources non renouvelables, mais aussi aux transformations sociales, culturelles et économiques qu'occasionnent les transitions qu'il est nécessaire de mettre en oeuvre ne pourra se faire sans les populations, sans l'implication de chacun-e d'entre nous.

A ces objectifs correspondent une série de passages obligés exigeant d'œuvrer à la dé marchandisation et à la dé financiarisation de l'énergie, tout en évitant le piège techno-scientifique dans lequel les *spécialistes* veulent nous enfermer. L'enjeu est de reprendre le contrôle sur les grands choix énergétiques et assurer que les populations de la planète aient un accès collectif égalitaire aux services de l'énergie. Considérant que ce qui est appelé *la crise de l'énergie* n'a de sens et n'est crise qu'en rapport à la société telle qu'elle existe, l'approche présentée ici fait de la réappropriation citoyenne et collective de notre avenir énergétique un des véhicules d'une profonde transformation de nos sociétés vers des modèles écologiques, justes socialement et démocratiques. Mais avant toute chose, stopper les tendances énergétiques actuelles et satisfaire urgemment aux exigences climatiques apparaissent comme un préalable sans quoi rien ne sera possible.

¹ Sont conventionnels les hydrocarbures qu'il est d'usage d'extraire. Dès que l'on sort des sentiers battus, ils sont appelés non-conventionnels : gaz et pétrole de schiste, sables bitumineux, offshore, Arctique.

Principe No.1

Stopper la *transition énergétique* en cours, une nécessité impérieuse

La transition énergétique actuelle, menée dans une perspective de *Business as usual* visant à faire perdurer aussi longtemps que possible un modèle insoutenable, consiste à mobiliser tous les moyens disponibles pour trouver des substituts au pétrole conventionnel, dont le pic absolu de production aurait été franchi en 2006 selon l'Agence internationale de l'énergie². Depuis 2006, la production serait stabilisée autour d'un *plateau ondulant* et ne pourrait plus dépasser les 70 millions de barils par jour. Si la consommation mondiale de pétrole ne s'effondre pas, c'est en raison d'une augmentation de la production de pétrole non conventionnel.

Plus de 40 % du maïs produit aux Etats-Unis, deux tiers des huiles végétales produites en Europe et des centaines de milliers d'hectares accaparés dans les pays du Sud sont aujourd'hui destinés à la fabrication d'agrocarburants. Largement soutenu et subventionné par les pouvoirs publics³, le développement des agrocarburants se fait au détriment des productions vivrières et de la survie des populations. Il faut y ajouter la course sans limite à l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures (offshore profond, sables bitumineux, gaz et pétrole de schiste, Arctique), toujours plus loin et plus profond, au point que les investissements dans le secteur ont dépassé les 1 000 milliards de dollars en 2012, en hausse de 13 % par rapport à l'année précédente. L'exploitation des sables bitumineux d'Alberta (Canada) ou des pétroles de schiste du Dakota du Nord (Etats-Unis) modifient la donne pétrolière mondiale au point que le Canada disposerait de réserves pétrolières sensiblement équivalentes à celles de l'Arabie Saoudite, et que les Etats-Unis sont redevenus exportateurs nets de produits pétroliers en 2011, pour la première fois depuis 1949.

Aujourd'hui, loin d'encourager la substitution des énergies renouvelables aux énergies fossiles, le renchérissement de l'extraction du pétrole, et plus largement des énergies fossiles, incite au contraire les multinationales de l'énergie à investir massivement dans le développement d'énergies fossiles plus coûteuses à extraire. Rien n'augure que les énergies fossiles – pétrole, gaz et charbon – abandonnent la place prépondérante qu'elles occupent dans le mix énergétique mondial, soit aujourd'hui environ 80 %. Les productions et consommations mondiales d'énergies fossiles se sont fortement accrues ces dernières années : 4 % en moyenne par an depuis 2008 pour le pétrole, 60 % pour le charbon entre 2000 et 2009, 32 % pour le gaz sur la même période. L'idée selon laquelle les sources d'énergie renouvelables telles que l'éolien, le photovoltaïque et la biomasse viendraient naturellement se substituer aux énergies fossiles traditionnelles est encore un mirage. D'ailleurs, historiquement, les nouvelles ressources énergétiques se sont toujours additionnées aux précédentes, sans véritable substitution. Si les parts relatives des différentes sources d'énergie dans le mix énergétique global peut évoluer au cours du temps, globalement la consommation en valeur absolue de chacune de ces sources d'énergie a tendance à s'accroître.

A ces records de consommation d'énergies fossiles correspondent mécaniquement des records d'émissions de CO₂ : + 3,2 % en 2011, suite aux + 6 % de 2010. Au cours du printemps 2013, des taux de concentration de CO₂ dans l'atmosphère supérieurs à 400 ppm ont été relevés, alors qu'un bond impressionnant avait déjà été relevé en 2012⁴. Selon le dernier rapport⁵ de la Banque mondiale, les émissions de CO₂ auraient atteint les 35 milliards de tonnes en 2012. A ce rythme-là, plusieurs études ont montré que le réchauffement global pourrait dépasser les 4°C, voire 6°C, d'ici la fin du siècle⁶. Soit a minima deux fois plus que l'objectif maximal de 2°C que s'étaient assignés les Etats de la planète. Le caractère fini des réserves d'énergies fossiles, bien réel et aux effets économiques certains, semble donc à court terme moins pressant que les limites environnementales franchies par l'usage sans limite des énergies fossiles. Impossible donc d'attendre de la contrainte physique qu'elle se substitue à l'absence de volonté politique.

2 Voir son rapport 2010 par exemple : www.iea.org/W/bookshop/add.aspx?id=422

3 Près de 6 milliards d'euros de subventions par pour les seuls Etats-Unis et Europe, ainsi que des réglementations exigeant l'introduction d'agrocarburants dans les carburants.

4 L'observatoire Mauna Loa d'Hawaii a mesuré un incroyable bond de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère en 2012, augmentant de 2,67 parts par million (ppm) pour atteindre les 395 ppm.

5 http://climatechange.worldbank.org/sites/default/files/Turn_Down_the_Heat_Executive_Summary_French.pdf

6 Voir notamment : www.climateanalytics.org/sites/default/files/attachments/news/CAT_PR_Bonn_May2012.pdf

Principe No.2

La sobriété énergétique pour satisfaire aux exigences climatiques

A ce jour, la communauté internationale s'est donnée pour objectif, bien qu'insuffisant par bien des aspects, de ne pas dépasser les 2°C de réchauffement global maximal d'ici à la fin du siècle. A cet effet, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) écrit dans son rapport annuel⁷ publié fin 2012, que *notre consommation, d'ici à 2050, ne devra pas représenter plus d'un tiers des réserves prouvées de combustibles fossiles*. Dit autrement, l'AIE préconise de laisser dans le sol plus des deux tiers des réserves prouvées de combustibles fossiles, ceci afin de préserver 50 % de chance de ne pas dépasser les 2°C d'ici la fin du siècle⁸. Ces résultats ne sont pas nouveaux. Sur la base d'une étude du Potsdam Institute for Climate Impact Research, l'ONG Carbon Tracker⁹ démontrait que 80 % des réserves d'énergies fossiles actuelles ne devaient pas être extraites et consommées. L'humanité fait donc face à un trop-plein d'énergies fossiles d'ici à 2050 et non à une pénurie. En poursuivant le raisonnement de l'AIE, il n'y aurait donc aucune raison de poursuivre les explorations et forages pour extraire du pétrole, du gaz ou du charbon toujours plus loin, toujours plus profond. Extrêmement coûteuses et dangereuses, les explorations d'hydrocarbures non conventionnels, ne sont donc pas compatibles avec les objectifs climatiques.

Une politique de transition énergétique digne de ce nom se doit donc de porter une exigence de moratoire international général sur toute nouvelle exploration d'hydrocarbures et de l'appliquer à toutes les échelles, du local au global. Un tel moratoire devrait s'accompagner d'une révision complète des politiques énergétiques actuelles. La France, l'Union européenne et les institutions internationales devraient arrêter immédiatement de financer le développement des énergies fossiles comme le font encore la Banque mondiale, la BEI ou la BERD¹⁰, au détriment du financement des politiques d'efficacité énergétique ou de développement des énergies renouvelables. Laisser les énergies fossiles dans le sol et stopper le financement de leur développement doit être inévitablement couplé à des politiques de sobriété énergétique visant à réduire assez drastiquement les consommations énergétiques finales. Le scénario Negawatt a ainsi calculé que la consommation énergétique finale de la France devrait être réduite de 56 % pour atteindre les objectifs climatiques d'ici 2050. Les gisements sont immenses puisqu'on estime que les gaspillages énergétiques représentent 60 % de la consommation énergétique finale. Des politiques de sobriété qui renvoient à la fois à *l'intelligence de l'usage et l'efficacité de la performance*¹¹ sont donc urgentes et décisives.

Ce n'est pas la politique que prévoit de mener le gouvernement français. Ce dernier a validé des forages au large de la Guyane, n'a toujours pas abrogé tous les permis concernant les gaz et pétrole de schiste, envisage d'exploiter le gaz de houille, etc. Les objectifs de réduction d'émissions annoncées par François Hollande lors de la conférence environnementale, et repris dans les lignes directrices *du débat national sur la transition énergétique*¹², sont largement insuffisants. Repousser à 2030 les 40 % de réductions d'émissions qu'il faudrait atteindre en 2020 selon les rapports du GIEC marque clairement une absence de volonté politique. Un tel objectif revient également à concentrer l'essentiel des efforts de réduction d'émission pour l'après 2030. Par ailleurs, en plus de ne pas tenir compte dans leurs calculs des émissions provenant des importations¹³, l'UE, la France et les autres pays européens utilisent allègrement les dispositifs de compensation carbone qui permettent de ne pas comptabiliser des émissions produites sur le sol européen. Le marché carbone européen fonctionne comme un formidable effet d'aubaine pour un secteur industriel subventionné pour continuer à polluer et comme un alibi pour des gouvernements qui ne veulent s'engager sur aucune politique ambitieuse. Pas de quoi considérer l'UE comme un modèle à suivre ni voir la France à *la pointe de la lutte contre le changement climatique*¹⁴ comme le prétend Delphine Batho.

⁷ World Energy Outlook 2012 : www.worldenergyoutlook.org/

⁸ L'AIE suspend cette conclusion à *la possibilité d'un déploiement à grande échelle de la technologie de captage et de stockage du carbone (CSC)*. Comme ces techniques sont à ce jour non maîtrisées, peu fiables, et incapables de capter les émissions de CO₂ liées aux transports, au bâti et aux petites unités de production etc., il est raisonnable de les écarter.

⁹ www.carbontracker.org/carbonbubble

¹⁰ La BEI (Banque Européenne d'Investissements) et la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) sont en train de revoir leur stratégie "énergie".

¹¹ Voir Changeons d'énergie, Transition, mode d'emploi, Association Negawatt, Actes Sud, 2013.

¹² www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2013-01-24_dossier_de_presse_debat_transition_energetique-2.pdf

¹³ En prenant en compte les émissions liées aux produits importés, les émissions de gaz à effet de serre pour les 27 pays de l'UE n'ont pas baissé de 17,5 % mais seulement de 4% entre 1990 et 2010 (www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/10/data.htm)

¹⁴ Delphine Batho : *Je veux des progrès écologiques irréversibles* - Terra Eco, 30 août 2012

Principe No.3

Eviter le piège techno-scientifique pour repolitiser la *transition énergétique*

S'interroger avec sincérité sur notre *futur énergétique* impose d'aller plus loin que le débat techno-scientifique dans lequel veulent nous confiner *ceux qui savent*, qu'ils soient de véritables spécialistes et techniciens de l'énergie ou pas. En France, ce sont quelques hauts fonctionnaires et industriels issus du Corps des Mines qui confisquent ce débat, maintenant les citoyens éloignés d'un sujet jugé trop complexe et trop technique. Les résultats d'une telle dépossession plaident pour une reprise en main citoyenne de notre avenir énergétique. Aucun miracle techno-scientifique ou industriel ne permettra de résoudre les défis énergétiques du XXI^e siècle de manière soutenable sur le plan écologique, dans le temps et dans l'espace, socialement juste, égalitaire entre les populations de la planète.

La *transition énergétique*, ce n'est pas le *réchauffement* ou le *nucléaire* ! Ni le nucléaire, ni la géo-ingénierie, ni la capture et le stockage de carbone, pas plus que le développement industriel à marche forcée des énergies renouvelables ne permettent de répondre à l'ensemble de ces défis. Abandonner le rêve prométhéen de maîtrise de la nature permettrait d'éviter de tester grandeur nature de *nouvelles technologies* non maîtrisées, alors que la plupart des installations énergétiques ont a minima des implications sur des dizaines d'années. Voire sur des centaines ou des milliers d'années comme l'énergie nucléaire ou les projets de géo-ingénierie¹⁵, visant par exemple à injecter des particules dans l'atmosphère pour réfléchir les rayons du soleil, inonder les océans de nanoparticules, recouvrir les déserts de plastique.

Il n'existe pas de choix techno-scientifiques qui n'aient pas d'implications, souvent extrêmement lourdes, sur les structures sociales, économiques, culturelles, éducatives et étatiques d'un pays¹⁶. Questionner, un certain nombre de réalités techno-scientifiques posées comme de simples évidences par les *spécialistes* nécessite donc de transformer considérablement le débat énergétique en repartant des besoins des populations et des exigences écologiques. La politique de l'offre, qui consiste à accroître coûte que coûte l'offre énergétique, quelles que soient les techniques utilisées, devrait donc être abandonnée. Pour y contribuer, un processus de détechnicisation et de repolitisation de l'énergie doit s'ouvrir et se généraliser.

La transition écologique et sociale ne se fera pas sans les populations, sans l'implication du plus grand nombre. Parce que la teneur et les exigences de la transition écologique et sociale nécessite l'implication, les savoirs, l'esprit critique et l'intelligence de toutes et tous. L'avenir énergétique de chaque territoire s'appuiera sur un mélange inextricable de savoirs-faire, savoirs profanes, savoirs scientifiques et exigences citoyennes que seules des démarches participatives et coopératives permettront de faire émerger. Plutôt que poursuivre sur la voie de méga projets imposés par des logiques centralisatrices et technocrates, n'est-il pas préférable d'encourager la participation des usagers, des habitants mais aussi des travailleurs dans les décisions d'investissement et de mise en œuvre des politiques de transition écologique et sociale ? Il s'agirait donc d'encourager, déployer et décupler les trésors d'innovation sociale et citoyenne sur les territoires.

Ne plus considérer l'énergie comme une dimension extérieure aux écosystèmes et la réimbriquer dans un vaste système d'interactions écologiques complexes paraît clef. Les contenus et processus de production et transmission des savoirs sur l'énergie doivent donc être largement revus. La démarche actuelle de rédaction de plans climat énergie citoyens ancrés sur des territoires, mêlant savoirs scientifiques et citoyens, comme l'exemple des *virage-énergie*¹⁷ est une excellente première approche.

¹⁵ Voir www.bastamag.net/article1765.html

et le rapport d'ETC Group Géopiraterie : argumentaire contre la géo-ingénierie, www.etcgroup.org/upload/publication/pdf_file/ETC_geopiracy_fr.pdf

¹⁶ Voir par exemple Petrocratia, La démocratie à l'âge du pétrole, Timothy Mitchell, éd. Ere.

¹⁷ Voir celui du Nord-Pas-de-Calais (www.virage-energie-npdc.org/), de Pays de la Loire (<http://virageenergieclimatpdl.org/>) ou encore d'Ile-de-France (<http://virage-energie-idf.org/>)

Principe No.4

Définanciariser l'énergie pour en reprendre le contrôle

En plus d'être sous la main-mise de quelques *spécialistes*, les choix énergétiques comme les projets de recherche fondamentale ou appliquée, les décisions d'investissements dans la production et le transport de l'énergie sont de plus en plus le fruit de seuls arbitrages de rentabilité économique et financière dictés par les multinationales et marchés financiers. L'énergie, notamment les combustibles fossiles, en plus d'être devenue une marchandise comme une autre, est aujourd'hui un simple actif financier échangé sur les marchés internationaux. Une étude¹⁸ de 2006 a établi que pour un seul baril de pétrole réel échangé sur le marché londonien du pétrole¹⁹ correspondent 570 *barils papier*. Si, pendant longtemps, la spéculation sur les matières premières s'est déroulée sur les marchés *spot*²⁰, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les combustibles fossiles sont devenus une des convoitises des *hedge funds*, encouragés par la dérégulation de ces vingt dernières années et des taux d'intérêt très faibles, qui ont parié sur leur hausse depuis 2002 en achetant toujours plus de contrats à terme. Finalement, des stratégies financières de plus en plus sophistiquées, ayant peu à voir avec les fondamentaux de satisfaction de l'offre et de la demande en combustibles, pas plus qu'avec la satisfaction des besoins des populations, déterminent les cours des énergies fossiles.

La financiarisation de l'énergie est arrivée à un point tel que les entreprises du secteur tirent une proportion croissante de leurs revenus des marchés financiers. Elles ont intégré des pratiques de spéculation financière qui peuvent contrevenir à l'intérêt général : investissements dépendant des taux de rentabilité exigés par les marchés financiers, sous-investissements productifs... Cette financiarisation de l'énergie s'accompagne de la privatisation des circuits de distribution, comme nouvellement ceux du gaz et de l'électricité en Europe. Sous couvert de création d'un marché global intégré de l'énergie promu par l'Union européenne²¹, les infrastructures de gaz en Europe sont souvent cédées à des banques ou des *hedge funds*, dont l'énergie n'est pas le cœur de métier, mais qui obtiennent ainsi plus de latitude pour intervenir directement sur les marchés de l'énergie.

La financiarisation de l'énergie explique également pourquoi les entreprises d'extraction d'énergies fossiles ne peuvent arrêter de prospector tout azimuts de nouveaux gisements potentiels. C'est autant en fonction de leurs bilans financiers que des réserves prouvées qu'elles peuvent annoncer en fin d'exercice, que s'établit la *confiance* des investisseurs et donc leur valorisation boursière. L'ensemble de ces réserves de pétrole, gaz et charbon est valorisé aux environs de 4600 milliards de dollars, faisant des entreprises de l'énergie des poids lourds des indices boursiers. Plus précisément encore, leurs poids se renforcent, notamment sur les marchés financiers de Londres (pétrole) et de New York (charbon) comme le montre le nouveau rapport de *Carbon Tracker*²².

Ces entreprises constituent un secteur structurellement climato-sceptique, puisque leur pérennité boursière et financière suppose de poursuivre sans limite de nouvelles explorations et de nouveaux forages, sans tenir compte des exigences climatiques. Ainsi peut s'expliquer pour partie l'actuelle frénésie extractive autour des pétroles et gaz non conventionnels. A quoi il faut ajouter la façon dont les entreprises juniors se précipitent sur de nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures pour les revendre au meilleur prix sur la base d'annonces de découvertes souvent hâtives et exagérées. Pour rentabiliser ses investissements, l'industrie des pétroles et gaz de schiste doit multiplier le nombre de puits de façon exponentielle, chaque nouveau puits remboursant l'investissement des précédents, selon un modèle s'approchant des fameuses chaînes de *Ponzi*²³, escroqueries financières insoutenables dans le temps.

Définanciariser l'énergie suppose de réduire drastiquement l'emprise des logiques financières sur les grands choix énergétiques en introduisant deux types de mesure : d'un côté, des réglementations financières draconiennes telles que l'interdiction des produits financiers dérivés et/ou indexés sur les énergies fossiles et, de l'autre, des normes précisant une quantité maximale, basée sur les exigences climatiques, d'énergies fossiles qu'il serait autorisé d'extraire.

¹⁸ Revue économique et politique américaine Executive Intelligence Review

¹⁹ International Petroleum Exchange (IPE), créé en 1980 et basé à Londres

²⁰ Ou marché au comptant : http://fr.wikipedia.org/wiki/March%C3%A9_au_comptant

²¹ <http://alter-echos.org/extractivisme-ressources-naturelles/energie-en-europe-sortir-des-logiques-basees-sur-les-marches/>

²² www.carbontracker.org/

²³ http://fr.wikipedia.org/wiki/Cha%C3%Aene_de_Ponzi

Principe No.5

Démarchandiser l'énergie pour construire l'égalité

Définanciariser l'énergie et ne pas confier aux marchés financiers notre avenir énergétique paraît être une condition pour envisager une *transition énergétique* qui ne se résume pas à faire perdurer le modèle insoutenable actuel. Quelle place dès lors réserver aux marchés et régulations par les prix ? Pour beaucoup, le renchérissement des énergies fossiles, qu'il provienne de leur raréfaction relative, de la spéculation financière ou d'une action volontaire à travers une fiscalité de type taxe carbone, contribution climat-énergie ou taxe kilométrique, serait un vecteur positif de substitution des énergies renouvelables aux énergies fossiles et des processus économes en ressources à ceux qui les gaspillent. De simples modifications des prix relatifs seraient les plus sûres alliées de la transition énergétique.

Pourtant, au moins à court terme, le renchérissement des énergies fossiles a d'abord eu pour effet de rendre rentable l'extraction de nouveaux gisements dits *non conventionnels*. En raison d'une demande souvent inélastique au prix, du caractère difficilement substituable des sources d'énergie les unes avec les autres et de l'exigence de réduire de façon absolue – et non pas seulement relative – les consommations de ressources fossiles, les seuls mécanismes de marché ne pourront atteindre les objectifs fixés à une *transition énergétique* digne de ce nom. Qui plus est lorsque ces mécanismes sont intrinsèquement inefficaces et nuisibles comme le marché carbone européen²⁴. Et ce d'autant plus que le jeu des marchés laisse de côté l'immense majorité de la population mondiale, non solvable ou non rentable en matière d'énergie.

A ce jour, 80 % de l'énergie produite sur la planète est consommée par 20 % de la population mondiale. Soit les populations les plus riches, qu'elles vivent au Nord ou au Sud, qui profitent du système énergétique mondial, en colonisant une grande part des ressources disponibles sur la planète et une grande part de l'atmosphère. De l'autre côté, un tiers de la population mondiale, près de deux milliards de personnes, survit avec du charbon ou du bois pour seule énergie. Ne pas avoir accès à l'énergie ou avoir accès à une énergie de mauvaise qualité est, à l'échelle planétaire, le plus commun. A ce constat, il est généralement répondu *droit à l'énergie – voire à l'électricité – et égalité d'accès*. Pris comme l'assurance que nul ne puisse être privé d'une énergie vitale, le droit universel à l'énergie est bien entendu essentiel.

Mais faut-il en rester à ce très générique droit et égal accès individuel à l'énergie ? Ne serait-il pas préférable de travailler sur la définition et la disponibilité d'un certain nombre de services énergétiques de qualité jugés comme prioritaires sur un territoire donné, au sein d'une population donnée ? Plutôt que de s'appuyer sur la notion d'égalité individuelle d'accès à l'énergie, ne faut-il pas s'orienter vers la satisfaction d'un accès collectif égalitaire aux services rendus par l'énergie ? En tenant compte des spécificités territoriales et des populations vivant sur ces territoires, il s'agirait alors moins d'assurer un accès individuel à l'énergie qu'un haut niveau de qualité dans la satisfaction des besoins essentiels à la vie, tout en préservant la planète.

Un service public de l'énergie assurant la continuité du service et les péréquations nécessaires à un accès égalitaire est souvent mis en avant. Ayant l'intérêt décisif de vouloir sortir l'énergie des griffes du secteur privé, cette proposition n'en demeure pas moins insuffisante au regard de l'exigence d'interroger également la source, la qualité et la quantité de l'énergie utilisée. De plus en plus, à l'exigence d'un service public, il est ajouté une proposition visant à rendre gratuites les premières unités d'énergie consommées et de renchérir progressivement les suivantes. Plus novatrice, une telle proposition a pour intérêt d'étendre la démarchandisation de l'accès à l'énergie en la rendant pour partie gratuite. Tout en distinguant un bon usage d'un mésusage visant à réduire la quantité d'énergie utilisée. A ce jour, le gouvernement français est loin de vouloir faire sienne une telle proposition puisque la feuille de route de la conférence sociale – ainsi que de nombreux ministres – souligne qu'un *prix modéré de l'énergie est un avantage comparatif de la base industrielle France et cet avantage doit être conservé*²⁵.

²⁴ Voir les documents de la campagne *Il est temps de mettre fin au marché carbone européen* :

www.france.attaq.org/articles/il-est-temps-de-mettre-fin-au-marche-du-carbone-europeen-pour-une-veritable-transition

²⁵ www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers_joints/feuille_de_route_grande_conference_sociale_pdf.pdf

Principe No.6

Construire la résilience des territoires et des populations

Confrontées aux dérèglements climatiques, à la raréfaction et au renchérissement des énergies fossiles, aux dévastations écologiques, aux guerres et compétitions pour l'énergie auxquelles se livrent les grandes puissances, les populations de la planète doivent œuvrer collectivement pour assurer leur propre pérennité. On appelle résilience la capacité d'un écosystème ou de populations à s'adapter à des événements extérieurs et des changements imposés transformant profondément l'environnement, l'économie, l'organisation sociale, leur permettant de ne pas disparaître. Mise en avant par les groupes *villes ou territoires en transition*²⁶, cette notion de résilience place le pouvoir d'agir de chacun et le pouvoir d'agir collectif au cœur du processus de transition. Il est alors proposé de "se préparer pour un futur plus sobre, plus auto-suffisant, et donnant priorité au local sur l'importé" pour s'adapter aujourd'hui, avec sérénité, à de futures pénuries ou transformations des écosystèmes plutôt que de le faire dans l'urgence, au milieu de désastres économiques et humanitaires majeurs.

La notion de résilience peut-être utilement complétée par les exigences de justice sociale. Ne pas perdre de vue les implications sociales des processus de transition, tout en luttant contre les inégalités, est un point cardinal d'une approche altermondialiste de la transition énergétique. Ainsi, le développement des énergies renouvelables pourrait être une occasion d'améliorer les conditions de travail et d'encourager la réappropriation sociale de la production énergétique, plutôt que d'accroître la prédominance du capital sur le travail et renforcer les logiques managériales néolibérales. De même, la reconversion des métiers que suppose une véritable transition écologique et sociale doit être définie et mise en œuvre avec la participation active des salariés et de leurs organisations ou instances collectives. Enfin, les politiques de sobriété et d'efficacité énergétique doivent conduire à l'amélioration de la qualité de vie des populations les plus pauvres, précaires et démunies.

S'assurer que les processus de transition soient basés sur des principes de justice sociale clairement affirmés est clef pour que ces transformations soient désirées, et non imposées. Un scénario comme celui de Negawatt montre qu'une véritable transition énergétique est techniquement possible tout en conservant une qualité de vie suffisante pour désirer le changement. Construits sur l'idée essentielle que les plus grandes réserves d'énergie peu chères, accessibles et non polluantes sont celles que l'on peut économiser, ces scénarios démontrent que des modèles d'organisation sociale qui rompent avec les politiques énergétiques actuelles tout en satisfaisant une série d'exigences écologiques, sociales et démocratiques, sont possibles, faisables et désirables.

Par ailleurs, chaque territoire exige des solutions appropriées à ses spécificités, tant en termes de production, de distribution, d'efficacité, de sobriété, que d'usages de l'énergie. Il paraît donc essentiel d'encourager l'implication de toutes et tous, que ce soit sur les lieux de vie, de travail ou de sociabilité. En expérimentant concrètement le monde de demain, les initiatives concrètes telles que les villes en transition, les *Cittàslow*²⁷ ou les projets d'agriculture urbaine²⁸, cherchent à construire dès aujourd'hui un monde moins énergivore, plus solidaire, démocratique et juste socialement. Plus généralement, les initiatives visant à améliorer la qualité de vie, renforcer les liens sociaux, recréer de l'économie locale, tout en réduisant l'empreinte écologique, fourmillent. Ces expériences tracent les contours d'horizons d'émancipation individuelle et collective qui s'inscrivent dans les limites de la planète, dans la prise en compte du caractère fini des écosystèmes complexes dans lesquels nous vivons.

Mettre en œuvre et financer des incubateurs sociaux et écologiques, de la médiation, des universités citoyennes, de la formation, la montée en compétence et l'emploi de milliers de personnes pour catalyser et démultiplier les dynamiques existantes etc. apparaît alors comme l'un des investissements clefs des politiques de transition écologique et sociale qui vont s'étendre sur des dizaines d'années.

²⁶ <http://villesentransition.net/>

²⁷ *Ralentir la ville* : les Cittàslow contre le culte de la vitesse, www.bastamag.net/article2644.html

²⁸ Quelques exemples : <http://alter-echos.org/inventer/agriculture-urbaine/>

Principe No.7

L'énergie, au delà de l'Etat et du marché, un bien commun ?

A la double exigence visant à sortir l'énergie des griffes du secteur financier et du secteur privé, une réponse classique est d'exiger la nationalisation des moyens de production et de distribution de l'énergie et la mise en place d'une planification nationale capable de coordonner les choix d'investissements, scientifiques et technologiques, et d'assurer un service public sur l'ensemble du territoire. L'échelle, la cohérence et le degré de contrôle et de décision des populations sur les différents niveaux de planification, restent des questions en suspens. Par ailleurs, de nombreux exemples historiques et actuels démontrent qu'en rester là peut être une impasse théorique, pratique et politique.

De nombreux pays en Amérique du Sud, comme la Bolivie, le Venezuela ou l'Argentine ont procédé à la nationalisation de nombreuses entreprises privées au nom de la souveraineté et du contrôle populaire de l'énergie. Comme le montrent les cas de Repsol (Argentine), Pétrobras (Brésil) ou PDVSA (Venezuela), le contrôle étatique des entreprises, y compris avec une répartition plus égalitaire de la rente, ne résout aucunement les défis de la transition énergétique. Au nom de la souveraineté populaire, l'exploration et l'extraction tout azimuts se poursuivent, dans bien des cas pour l'exportation, produisant les mêmes dégâts sanitaires et écologiques, y compris pour le climat.

Une forme de réductionnisme historique et théorique, auquel a grandement contribué l'article de Garrett Hardin sur *la tragédie des communs*²⁹, a fait de la privatisation et de la nationalisation des communs les deux seules options pour répondre à la surexploitation des ressources convoitées par des utilisateurs (supposés) peu soucieux de leur préservation. La troisième option historique, pratique et théorique que sont les biens communs, a longtemps été marginalisée. C'est en opposition à l'étatisation et à la privatisation de la gestion des ressources naturelles, qui ont généralement pour conséquence de déposséder les populations de leurs territoires et des ressources vitales pour leur survie, que l'approche par les biens communs délimite les contours alternatifs de formes de propriété ou de gestion collective des ressources naturelles. La prix Nobel de l'Économie Elinor Ostrom³⁰ a démontré qu'une gestion commune des ressources pouvait être bien plus appropriée que de les confier à des marchés ou à des propriétaires publics ou privés.

Alors que la sphère publique est celle de l'Etat, l'approche par les biens communs suppose l'implication directe des populations, l'exercice d'une gestion collective et d'une démocratie directe. Objectif : *prendre soin* des communs, principe qui unit les biens communs, sans quoi ils disparaissent. Construire une approche par les biens communs ne suppose pas la disparition de la sphère publique mais elle ne fait pas de la nationalisation un préalable. Elle ouvre un horizon des possibles fait d'hybridation, d'imagination et d'innovation sociale, qui génèrera pour sûr de nouveaux agencements institutionnels publics, une transformation de la structure de l'Etat.

Il s'agit d'inventer des règles qui permettent *la récupération et la mise en commun des biens de l'humanité et de la planète, présents et à venir, afin que leur gestion soit assumée dans une démarche participative et collaborative par les personnes et communautés concernées et à l'échelle de l'humanité dans la perspective d'un monde soutenable*³¹. La défense et la promotion des communs exige donc de la pratique, de l'expérimentation et de l'innovation sociale dans le but de stimuler le plus grand nombre de processus de réappropriations citoyennes et de déconcentrations des pouvoirs de décisions et de contrôle, contribuant à la démocratisation de la société. Agir pour faire en sorte que l'énergie et le climat soient des communs de l'humanité pose des défis tout à fait significatifs mais entrouvre la possibilité d'imaginer d'autres modes de régulation que la privatisation et la financiarisation de la nature d'un côté, sa collectivisation et son étatisation de l'autre. Le tout pour préserver la planète, en assurant la résilience des territoires et des populations dans un cadre de justice sociale. Un bel horizon à poursuivre.

²⁹ Voir l'article original de G. Hardin, qui loin de se limiter à une discussion sur *les techniques de gestion des ressources* promeut un projet politique fort discutable : www.sciencemag.org/cgi/content/full/162/3859/1243

³⁰ http://fr.wikipedia.org/wiki/Elinor_Ostrom

³¹ Manifeste pour la récupération des biens communs, Forum Social Mondial de Belem (Brésil), 2009, www.framablog.org/index.php/post/2009/05/21/manifeste-pour-la-recuperation-des-biens-communs